

13 JUIN
2019

FORUM CONVERGENCES
TUNISIE

**ECONOMIE SOCIALE
ET SOLIDAIRE
& TRANSITIONS
TUNISIENNES**

COMPTE-RENDU

ZÉRO EXCLUSION
CARBONE,
PAUVRETE

BEIT AL-HIKMA
25 AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE, CARTHAGE (TUNIS)

Alors que l'urgence climatique se fait de plus en plus pressante et que la réduction des inégalités s'impose comme un enjeu central jusque dans les instances internationales, alors qu'une économie plus durable et inclusive est un rêve partagé, quelle sera la place de l'économie sociale et solidaire (ESS), en plein essor en Tunisie, dans le développement du pays ?

La Tunisie est un pays riche de son patrimoine, de sa culture et de ses ressources et il est du devoir de tous de permettre la pérennisation de cette richesse. Il faut agir en faveur des transitions à la fois climatique par l'adaptation des pratiques professionnelles et individuelles ; culturelle, en valorisant le patrimoine comme vecteur de développement et d'inclusion ; et sociétale avec la reconnaissance de l'égalité économique des genres.

En cela et face aux besoins croissants d'inclusion, de pérennité, et de valorisation de l'existant, l'ESS est un levier majeur dont le potentiel n'est plus à prouver mais à étendre, afin qu'elle passe de la marge à la norme. C'était l'objet de ce second Forum Convergences en Tunisie que de confirmer la dynamique actuelle de l'ESS tout en renforçant les connexions et la collaboration entre les acteurs pour apporter ensemble et d'une même voix une réponse pour conjuguer développement, société et environnement.

C'est par une mobilisation de tous les secteurs et de tous les acteurs que l'ESS pourra permettre une réelle transition et la mise en œuvre des Objectifs de développement durable dans le cadre de l'Agenda 2030. C'est ensemble que nous pourrons mettre en lumière des projets à fort impact et leur passage à l'échelle. Et c'est forts de notre diversité et de notre solidarité que nous pourrons permettre la transition vers une Tunisie 3Zéro « Zéro Carbone, Zéro Exclusion, Zéro Pauvreté ».

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



AGENDA

9:30 • 10:00	ENREGISTREMENT			
10:00 • 11:00	Session d'ouverture ESS et Transitions Tunisiennes			
11:00 • 11:30	PAUSE CAFE			
11:30 • 13:00	OIT & FRIEDRICH EBERT STIFTUNG - ESS, une réponse aux attentes de la jeunesse tunisienne  Fishbowl Salle 1	CONVERGENCES - Comprendre les schémas d'exclusion des femmes dans les zones rurales pour mieux les combattre  World Café Salle 2	ALSTOM - Associer action pour le climat et inclusion économique et sociale, le défi des transports en Tunisie  Table ronde Salle 3	CONVERGENCES - L'Economie Créative: quelles coalitions pour l'essor d'un secteur culturel lucratif ?  Atelier Salle 4
13:00 • 14:00	DEJEUNER			
14:00 • 15:30	Délégation de l'Union Européenne - Patrimoine et culture, valoriser les richesses du pays pour son développement économique  Table ronde Salle 1	TUNISIA JOBS - Vers une société Zéro Exclusion : permettre l'insertion de tous par l'emploi et l'activité économique  Table ronde Salle 2	IRSET & le Réseau Pacte Mondial Tunisie - Quel rôle et quelle responsabilité pour les acteurs économiques dans la lutte contre le changement climatique ?  Table ronde Salle 3	IPEMED - Résilience territoriale: accompagner la transition écologique dans les zones rurales  Film débat Salle 4
15:30 • 16:00	PAUSE CAFE			
16:00 • 17:30	Enda Interarabe - La culture, levier de reconnaissance des droits humains  Théâtre débat Salle 1	Chabaka.tn - Oui à la finance solidaire en Tunisie !  Table ronde Salle 2	THE NEXT WOMEN TUNISIE - Etre femme et entrepreneure: quels enjeux en Tunisie ?  Table ronde Salle 3	CONVERGENCES - Citoyens engagés : pour une mobilisation globale en faveur du climat!  Table ronde Salle 4
16:00 • 17:30				

- Session d'ouverture
- Changement climatique, du discours à l'action
- Valoriser le patrimoine comme vecteur de développement et d'inclusion
- Quelle coalition pour l'égalité économique des genres en Tunisie ?
- Accompagnement de l'Economie Sociale et Solidaire

INTERVENANTS

Saloua Abdelkhalek, Directrice exécutive, TicDCE

Rachid Abidi, Directeur, Lab'ess

Youssef Achich, Responsable RSE, UBCI Groupe BNP Paribas

Andalib Al Halabi, Co-fondatrice et Responsable Relations Extérieures, Green Pyramids

Yassine Allani, Directeur exécutif, Allani Sunlife Holding SA

Samir Amous, Expert international en changement climatique, APEX Tunisie

Lamia Arfa, Maître Assistance - Département d'Economie et de Gestion Agricole et Agroalimentaire, Institut National Agronomique de Tunis

Nidhal Attia, Coordinateur de programme, Fondation Heinrich Böll

Anyssa Ayari, Chargée du dossier de l'ESS, Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi

Fethi Ayed, Responsable Management QSE, Les Ciments Artificiels Tunisiens (CAT)
Keffi Aymen, Co-fondateur, Twiza

Shiran Ben Abderrazak, Directeur Exécutif, Fondation Rambourg

Aida Ben Ammar, Fondatrice, Ftartchi

Myriam Ben Brahim, Présidente, Ferme Thérapeutique de Sidi Thabet

Mongia Labben Ben Braiek, Trésorière, Alliance pour la Promotion des Energies Renouvelables

Fatma Ben Jeddou, Responsable Public Relations & Partnerships, Youth Decides Group

Selim Ben Safia, Directeur Artistique, Al Badil

Mohamed Amin Ben Saïd, Architecte, Edifices et Mémoires

Nayl Benjeloun, Responsable Bidaya Funds, Bidaya

Patrice Bergamini, Ambassadeur de l'Union Européenne, Délégation de l'Union Européenne

Soumaya Boubakri, Manager, Club de l'Economie sociale et solidaire

Anis Boufrikha, Directeur, We Love Sousse

Ilhem Brini, Coordinatrice régionale de programme (MENA), Friedrich Ebert Stiftung

Caroline Brummelhuis, Directrice, The Next Women Tunisie

Virginie Buvry, Représentante pays, Alstom

Leïla Charfi, Directrice des Partenariats, Impact Partner

Gilles Chausse, Directeur de l'AFD Tunisie, Agence Française de Développement

Nadia Cheikhrouhou, Enseignante, Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Béja

Imen Farah, Co-fondatrice, Khalta

Medhi Farhat, Directeur Adjoint / Responsable Pilotage Economique et Organisation Corporate Banking, UBCI

Kamel Ferid, CEO, 3DWave

Emna Fourati, Responsable du Green Climate Forum, Réseau Alternatif des Jeunes -Tunisie

Lamia Gam Rjaibi, Chef de service à l'UTAP chargée de l'unité des femmes agricultrices, Union Tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche (UTAP)

Emna Gana-Oueslati, Spécialiste genre et inclusion sociale, Tunisia Jobs

Bouthaina Gharbi, Chargée de programme, Museum Lab

Nadia Gouta, Chargée de développement dans la coopération internationale

Naoufel Haddad, Président du conseil d'administration, Coopérative de consommation Tunisie Coop

Riad Haj Taieb, Vice-président, Association de Développement Solidaire de Sfax

Imen Hamza, Responsable Leadership Transformationnel, Enda Inter-arabe

Zied Hassen, Président de l'Association Tunisia Ecotourism Network & Directeur 4C, Centre de Carrière et de Certification des Compétences

Morgane Hervé-Gangloff, Cheffe de projet, IPEMED

Mabrouk Jabri, Co-président de Terre et Humanisme Tunisie, Membre de l'AFCO, Membre de l'APES

Latifa Jarda, Chargée de projet, Société du Réseau Ferroviaire Rapide de Tunis

Mohamed Kamoun, Directeur exécutif, Anrje el Médina

Mehdi Kerit, Directeur exécutif, Tunisian Center for Social Entrepreneurship (TCSE)

Chaima Ktaifi, Zero Waste Tunisia

Nezha Labidi, Ministre de la Femme, de la Famille, de l'Enfance et des Seniors, Gouvernement de la République Tunisienne

Mouna Hamden Lajnef, Spécialiste Senior de la coopération financière internationale, Worldbank

Houda Laroussi, Directrice du département Recherche, Institut National du Travail et des Etudes Sociales (INTES) et Université de Carthage

Dalia Mabrouk, Coordinatrice régionale lesMed et Conseillère municipale Association Tunisienne pour l'Insertion professionnelle

Sami Marrouki, Président, IRSET et Pacte Mondial en Tunisie

Khelifi Meher, Fondateur et PDG, Ahmini

Zeineb Melki, Journaliste et Directrice, IFM Radio

Henrik Meyer, Représentant résident, Friedrich Ebert Stiftung

Fakhreddine Mhedhbi, Coordinateur régional du projet PROMESS à Siliana et Kef, Organisation Internationale du Travail

Fatima Nasser, Fondatrice, Yummy

Tawfiq Omrane, Caricaturiste, Omrane Cartoons

Hela Ourir, Chargée de mission, Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance

Jordi Panal, Directeur des Finances & Conseil, lesMed & Ficoop

Nicolas Planchenaull, Associé Fondateur, Kandeel & Le Lemon Tour

Olivier Poivre d'Arvor, Ambassadeur de France en Tunisie, Ambassade de France en Tunisie

Stéphanie Pouessel, Co-fondatrice, Velorution Tunisie

Olivier Pringault, Représentant Tunisie, Institut de Recherche pour le Développement

Slaima Ramadan, Co-fondatrice et Manager, Pupper & Kids - Yes Theater

Vladimir Rojanski, Attaché de coopération, Délégation de l'Union Européenne

Talel Sahmin, Team Leader du projet Créative Méditerranée, ONUDI

Aicha Said, Entrepreneure, Groupe Scolaire l'Elite

Lobna Saidi, Co-Directrice, Shanti

Moufida Sallami, Manager, Club de l'Economie sociale et solidaire

Daniel Sorrosal, Secrétaire Général et Responsable des Relations Internationales, FEBEA et Crédal

Daouda Sow, Directeur des Etudes, de la programmation et de la Coopération Internationale, Agence de Mise en Valeur du Patrimoine et de Promotion Culturelle

Guy Tchami, Spécialiste des politiques et de la recherche sur les coopératives, Organisation Internationale du Travail à Genève

Karim Toumi, Chef du projet PROMESS, Organisation Internationale du Travail

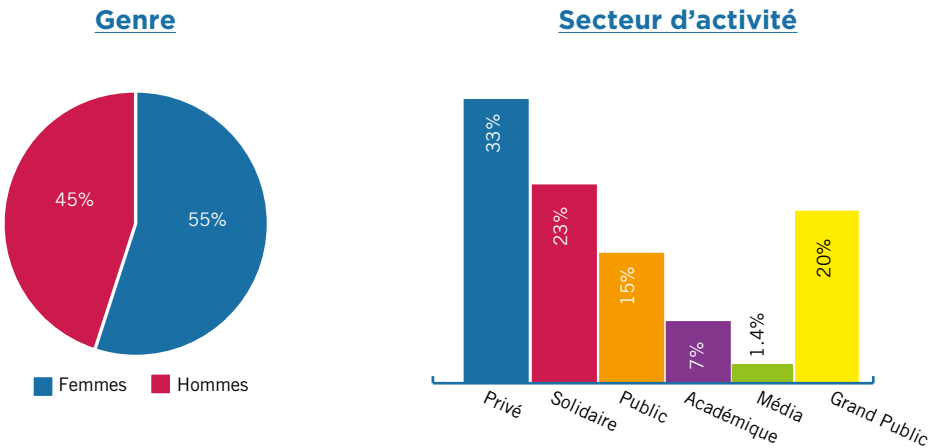
Ghazi Zaghbani, Metteur en scène, Comédien et Directeur, théâtre l'Artisto

Hajer Zhazah, Sous-directeur d'administration centrale au Bureau des relations avec le citoyen, Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

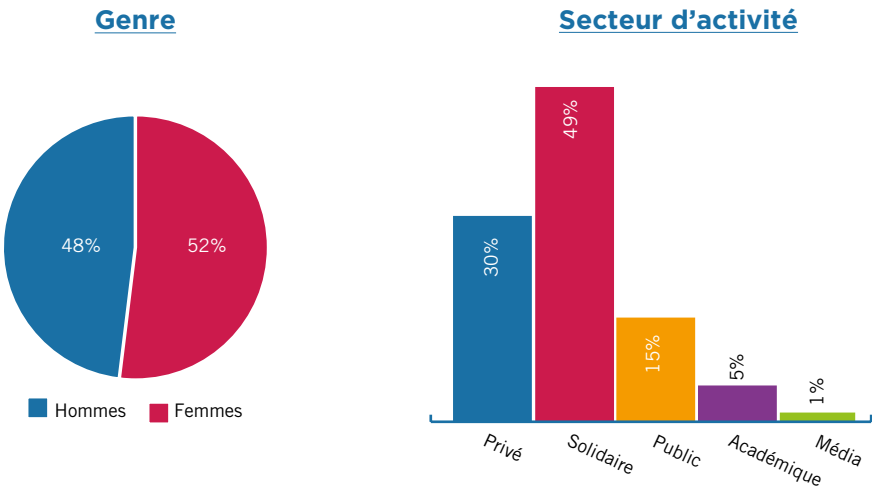
LE FORUM EN CHIFFRES

La deuxième édition du Forum Convergences Tunisie a accueilli plus de 410 participants sur la journée, une très belle mobilisation qui a permis d'agréger de nouveaux acteurs aux travaux accomplis.

410 PARTICIPANTS



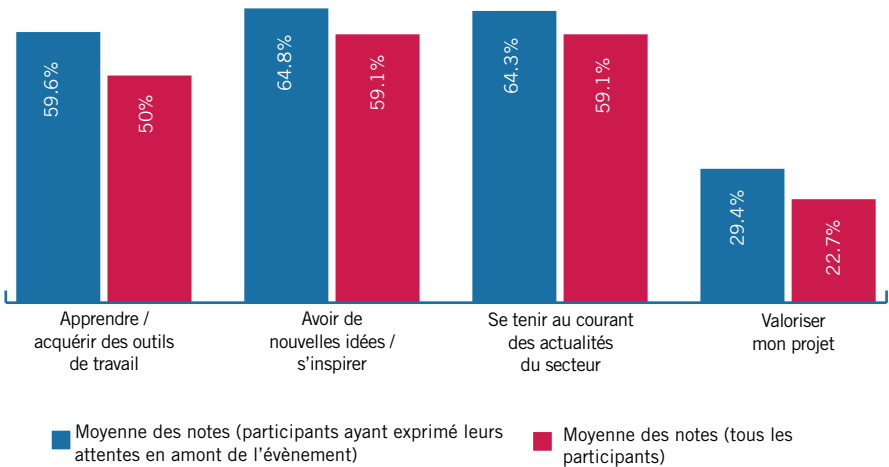
74 INTERVENANTS



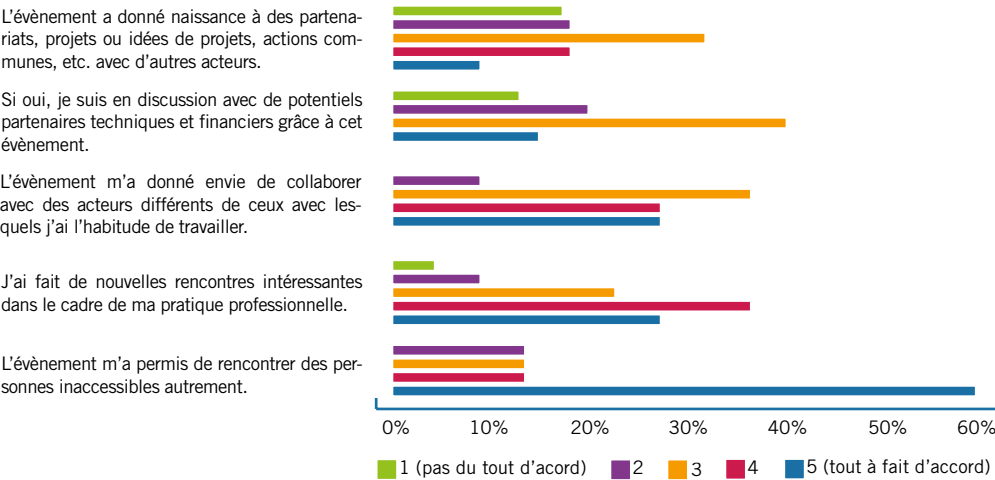
BILAN QUALITATIF

Les principales attentes des participants vis-à-vis du Forum Convergences Tunisie étaient de se tenir informés des actualités du secteur (59%) et de s'inspirer (59%). Les répondants estiment pour 77% que le Forum a répondu à leurs attentes, et 100% d'entre eux recommanderaient cet événement à leur entourage.

Satisfaction des attentes vis-à-vis de l'événement



Satisfaction vis-à-vis de l'événement sur une échelle de 1 (pas du tout d'accord) à 5 (tout à fait d'accord)



RETOUR SUR LE FORUM

AVANT PROPOS

Au cours de la première édition du Forum Convergences Tunisie, les contours de l'économie sociale et solidaire en Tunisie et de son potentiel pour tendre vers un monde 3Zéro – Zéro Exclusion, Zéro Carbone, Zéro Pauvreté - ont été dessinés. La place de l'ESS comme vecteur d'inclusion et de développement économique a été démontrée au même titre que sa capacité à toucher tous les territoires. La première édition du Forum Convergences Tunisie a dressé l'évolution et l'accroissement de l'influence de l'ESS en Tunisie et comment la mise en place d'un cadre législatif pourrait permettre d'amplifier son développement.

Alors qu'un projet de loi est en cours de vote, un Ministère délégué auprès du chef du gouvernement chargé de l'Économie sociale et solidaire a été créé pour accompagner le processus. Le poste de ministre a été attribué à Chokri Belhassen, ancien secrétaire d'État aux Affaires locales chargé de l'Environnement. Si le besoin de cadrage par les pouvoirs publics est primordial, le dynamisme de la société civile atteste d'une volonté de développement et de croissance de l'ESS. Il ne s'agit pourtant plus d'accompagner ce nouveau modèle économique mais de s'en saisir et de l'appliquer de manière transversale et intégrée.

La reconnaissance de l'ESS n'est plus à faire et la seconde édition du Forum Convergences Tunisie tend à témoigner de sa capacité à accompagner et impulser les transitions vers un monde 3Zéro. En ce sens, l'objectif est de comprendre, promouvoir et développer ces processus qui la composent : l'accompagnement en ESS, la lutte contre le changement climatique et ses conséquences, la mobilisation pour l'égalité des genres et la valorisation du patrimoine culturel tunisien.



I. PROMOUVOIR L'ESS C'EST L'ACCOMPAGNER AVEC LES BONS OUTILS

Développer la finance solidaire pour l'émergence de projets à impact

Prendre le tournant vers une Tunisie 3Zéro, c'est permettre aux porteurs de projets d'aller dans le sens des grandes transitions. En cela, un véritable besoin de facilitation et de développement de la finance solidaire a été identifié lors des débats.

Pendant la première édition du Forum Convergences Tunisie, le besoin d'outils de finance inclusive a été évoqué et notamment le besoin d'élargissement de la gamme de produits bancaires permettant une meilleure adaptation à l'ESS. Pour autant et malgré ce constat, les évolutions ont été peu nombreuses à aller en ce sens au cours de la dernière année. Les entrepreneurs sociaux se trouvent encore en difficulté pour trouver des financements, et les fonds de financement ne parviennent que difficilement à stabiliser leur position. Les investisseurs restent frileux et les success stories sont perçues comme étant trop peu nombreuses pour permettre un engouement général.

Les instances gouvernementales représentent la clé de voute pouvant amorcer et faciliter le développement du financement solidaire par la mise en place d'une réglementation bancaire et financière favorable. Ce n'est pourtant pas encore le cas. Pour Medhi Farhat, Directeur adjoint et Responsable pilotage économique de l'organisation Corporate Banking à l'UBCI, l'absence de cadrage par le secteur public représente un frein pour les établissements bancaires. De plus, les outils existants, à l'instar de la micro-finance qui est bien implantée en Tunisie, sont majoritairement adressés aux entrepreneurs dont le projet démontre déjà une certaine maturité ; et dépendent des banques et bailleurs de fonds internationaux et non de l'épargne solidaire, d'où des taux parfois considérés comme élevés.

En somme, la finance solidaire en Tunisie se développe, mais irrégulièrement et lentement. Pour favoriser une croissance rapide, les recommandations sont de s'inspirer de l'existant, notamment à l'étranger ; osier prendre des risques et échanger avec d'autres acteurs pour créer un écosystème fort et ainsi démocratiser l'ESS.

>> DÉCOUVREZ LE COMPTE-RENDU COMPLET DE LA SESSION PAR CHABAKA ET LE LAB'ESS <<

LA FINANCE RESPONSABLE ET INCLUSIVE AU FORUM



Bidaya Funds est un fonds créé en 2015 pour pallier l'insuffisance des offres de financement adressées aux entrepreneurs en phase d'amorçage de leur projet. Il accompagne les entrepreneurs sociaux, à la suite de leur année d'incubation au sein de Bidaya, en leur finançant sous forme de prêt d'honneur, pour les aider à aller vers des banques ou des business angels.

Chabaka.tn est une plateforme collaborative qui souhaite favoriser la coordination des acteurs engagés de l'innovation sociale et de l'ESS. Cette initiative facilite l'accès à l'information pour enrichir et connecter les parties prenantes, favoriser les échanges et la co-création d'opportunités, promouvoir les synergies et co-construire une communauté d'acteurs forts autour de l'innovation sociale.

Credal est une banque de l'ESS née en 1984 d'une action de remise en question de l'épargne classique. Ayant retiré leur argent des banques, divers épargnants ont souhaité l'investir pour développer des projets éthiques. Aujourd'hui, Credal compte 4000 membres et possède un fonds d'épargne conséquent. En plus de la coopérative, trois associations font de l'accompagnement de projet, et un fonds d'impact a été créé.

lesMed lance la plateforme de crowdfunding Ficoop qui propose de mettre en relation, via une plateforme en ligne, une communauté d'épargnants en demande d'investissement à impact social d'une part, et des entrepreneurs d'autre part. La plateforme Ficoop est aujourd'hui en développement et devrait être opérationnelle début 2020.

Impact Partners est le premier fonds d'impact investing en Tunisie spécialisé dans l'accompagnement et le financement des entreprises qui ont le potentiel de créer des emplois directs ou indirects en Tunisie.

L'ESS comme vecteur d'inclusion : accès à l'emploi des personnes qui en sont les plus éloignées

L'un des grands enjeux de l'ESS en Tunisie est l'accès à l'emploi. Qu'il s'agisse des personnes en situation de handicap, des femmes, des jeunes, ou des publics éloignés des formations, etc., plusieurs tranches de la population rencontrent des difficultés à entrer sur le marché du travail. L'ESS souhaite répondre à cette problématique de deux manières : par la formation et la création d'emplois stables et durables.

Dans un premier temps, favoriser l'accès à un emploi c'est permettre à tous de bénéficier de formations adaptées. Pour ce faire, il faut analyser au plus proche les besoins d'une population cible et d'une région donnée, comme l'explique Dalia Mabrouk, Coordinatrice régionale & Conseillère municipale pour lesMed & l'Association Tunisienne pour l'Insertion Professionnelle. Il est alors primordial de dépasser les formations reposant uniquement sur de la théorie et de proposer des cursus axés sur l'expérience et l'acquisition de compétences valorisables sur le marché du travail. C'est l'engagement qu'a pris Myriam Ben Brahim au sein de la Ferme Thérapeutique de Sidi Thabet, Gaïa. Depuis 2009, elle propose un programme de suivi personnalisé sur les plans thérapeutique et éducatif à des personnes en situation de handicap, complété par une formation agricole professionnalisante pour optimiser leur insertion sociale. Pour Lobna Saidi, Co-directrice de Shanti, favoriser l'accès à la formation

c'est aussi permettre aux bénéficiaires de trouver un équilibre entre leurs études et leur vie économique, via l'octroi de bourses par les universités ou les futurs employeurs.

En ce sens, une deuxième possibilité pour permettre l'insertion de tous par l'emploi et l'activité économique est de favoriser l'accès à des activités professionnelles non précaires et durables. Tunisia Jobs œuvre en ce sens en proposant une assistance financière aux entreprises tunisiennes pour le recrutement de profils souvent éloignés de l'emploi. Pour parvenir à la réussite de l'Objectif de développement durable 8 « Travail décent et croissance économique », il est aussi nécessaire de fournir une assistance technique aux entrepreneurs, qu'ils soient eux-mêmes éloignés de l'emploi, ou qu'ils cherchent à intégrer au sein de leurs structures ceux et celles qui le sont.

L'ESS est une réponse prometteuse en ce qu'elle favorise à la fois l'insertion économique et l'insertion sociale. De tels dispositifs supposent la collaboration de différents secteurs : académique dans un premier temps, étatique aussi afin de permettre la reconnaissance des formations et de favoriser l'accès à des positions non-précaires, privé et associatif pour contribuer à l'accès direct à l'emploi. Ce sont autant de collaborations et d'initiatives qu'il faut promouvoir afin de permettre la réussite du Zéro Exclusion en Tunisie.

ILS ETAIENT AU FORUM

L'Association Tunisienne pour l'Insertion Professionnelle propose des modules de formation aux stratégies de recherche d'emploi et assure la collecte et la diffusion d'offres d'emploi pour débutants. Elle a pour but d'encourager les jeunes à créer leurs propres projets et de contribuer au développement des nouvelles initiatives.

Itartchi est un projet porté par l'Association Patrimoine pour l'Economie Solidaire (APES) qui souhaite mettre en place un nouveau système d'économie collaborative. Il s'agit de mettre en relation la demande d'une alimentation saine et tunisienne dans les quartiers d'affaire avec le savoir-faire non valorisé des femmes au foyer via une plateforme web.

Depuis 2009, **Gaïa, la Ferme thérapeutique de Sidi Thabet**, s'engage à préserver le droit et la dignité des personnes en situation de handicap en leur assurant une prise en charge adaptée avec un programme de suivi personnalisé sur les plans thérapeutique et éducatif, complété par une formation agricole professionnelle pour viser l'intégration professionnelle des bénéficiaires du projet et optimiser leur insertion sociale.

Shanti est une association qui a pour mission de promouvoir la co-conception de solutions innovantes et créatives aux problématiques sociales, économiques, culturelles et environnementales de la Tunisie d'aujourd'hui. L'association s'efforce de consolider son impact à travers l'accompagnement des acteurs dans l'implémentation et le développement de leur stratégie d'innovation sociale, la co-création et le portage de projets à forte valeur ajoutée sur le terrain.

Tunisia JOBS est une activité quinquennale menée par USAID visant à aider les petites et moyennes entreprises (PME) à créer des emplois durables dans tout le pays de différentes manières : assistance ciblée aux entreprises, formation professionnelle, sensibilisation auprès des jeunes. JOBS travaille avec le gouvernement tunisien, le secteur privé et d'autres parties prenantes pour promouvoir un environnement favorable aux affaires dans le pays.

La force de la jeunesse dans la promotion de l'ESS

Afin d'assurer la pérennité de l'ESS en Tunisie, il faut que ses valeurs se vulgarisent et que tous les publics se l'approprient. Lors des discussions, l'importance de la mobilisation jeune en faveur de l'ESS a été soulignée.

En tant que première population concernée par le chômage (34.8% en 2018 pour une moyenne mondiale de 12.8%¹), il est primordial de permettre à la jeunesse (15 - 24 ans) tunisienne de prendre part à l'émergence de l'ESS. Tout d'abord en tant que secteur créateur d'emploi, l'ESS peut concourir à la lutte contre le chômage jeune. Aussi, il semble qu'elle répond aux attentes actuelles des jeunes en Tunisie, désireux de se détacher du système salarial traditionnel et attirés par l'entrepreneuriat.

Pour autant, une véritable méconnaissance du secteur et de son impact freine l'engoue-

ment qu'il pourrait susciter. La Friedrich Ebert Stiftung a ainsi réalisé une enquête auprès de jeunes tunisiens afin de sonder leur connaissance de l'ESS. Les résultats ont démontré que moins de la moitié était en mesure de définir cette notion. A cela s'ajoutent les difficultés de financement, peu d'accompagnement ou de reconnaissance.

En réponse à ces freins et afin de permettre aux jeunes d'adhérer à l'ESS et de s'engager pour son développement, le Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi propose une bourse qui permet d'assurer en partie le soutien financier des initiatives mises en place, comme l'annonce Anissa Ayari, Chargée du dossier de l'ESS pour le Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi. La communauté internationale s'associe à cet effort et propose son soutien aux ministères. C'est l'objet



du projet PROMESS mené par l'Organisation Internationale du Travail qui propose des emplois décents pour les jeunes tout en permettant la mise en place d'un écosystème favorable à la croissance de l'ESS. Le secteur privé et le secteur solidaire sont aussi à l'œuvre, comme en atteste le projet « Economy For Social Justice in MENA » de la Friedrich Ebert Stiftung mené sur toute la région MENA qui propose la rencontre d'acteurs économiques pour favoriser l'élaboration de politiques économiques inclusives.

Un autre axe de développement de la mobilisation de la jeunesse en faveur de l'ESS en Tunisie est la proposition de plateformes de dialogue entre entrepreneurs et jeunes intéressés pour pallier la méconnaissance dont souffre le secteur.

ILS PERMETTENT LA MOBILISATION DE LA JEUNESSE POUR L'ESS

Les Centres de Carrière et de Certification des Compétences « 4C » donnent accès à tous les étudiants et diplômés de l'enseignement supérieur à un service de conseil, de formation, de certification et d'accompagnement à l'Insertion Professionnelle.

Le Club de l'ESS de Siliana est dédié à la création d'autres espaces de rencontres et clubs. Le but est de permettre la sensibilisation des jeunes à l'ESS et l'intégration de ce modèle économique à la pensée générale par différentes actions de mobilisation et de promotion.

TWIZA est une communauté ouverte et bienveillante d'entrepreneurs et de créatifs. Visionnaires, passionnés et exigeants, ils créent leurs propres modèles de réussite au sein de l'espace de co-working que l'association propose à Tunis.



II. CHANGEMENT CLIMATIQUE : DU DISCOURS À L'ACTION

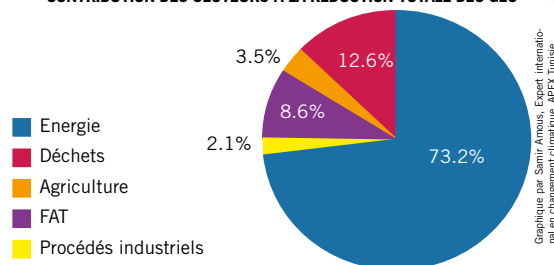
Qui sont les acteurs de la lutte contre le changement climatique?

DES ACTEURS ÉCONOMIQUES MOBILISÉS



CONTRIBUTION DES SECTEURS À LA RÉDUCTION TOTALE DES GES

Dans la lutte contre le changement climatique, l'action collective et l'action individuelles sont nécessaires. Le secteur privé doit notamment participer à ce combat en proposant des opérations pour la réalisation des contributions déterminées au niveau national (NDC), soit une baisse de 41% des émissions de carbone d'ici à 2030 en Tunisie¹.



Graphique par Samir Amous, Expert international en changement climatique, APEX Tunisie

En ce sens, l'Agence Française de Développement (AFD) prend des mesures en tant que 1^{ère} agence « 100% accord de Paris » et a travaillé pour la réalisation des NDC en Tunisie par le financement de projets verts à hauteur de 2 millions d'euros. Il s'agit ainsi d'opérationnaliser l'accord de Paris signée en 2015, comme l'explique Gilles Chausse, Directeur Tunisie de l'AFD. L'agence a ainsi créé des lignes de crédits en partenariat avec trois banques tunisiennes (Amen Bank, UIB et l'UBCI) afin de favoriser l'investissement pour le recours aux énergies renouvelables (EnR), la valorisation des déchets et la réduction des externalités négatives des entreprises.

Le secteur privé s'investit pour permettre la réussite des NDC. La Cimenterie CAT, les Ciments Artificiels Tunisiens, est précurseur en la matière. Depuis plusieurs années, l'entreprise œuvre à la réduction de ses émissions carbone et à la neutralisation de ses externalités négatives. Cela passe par le développement de nouveaux mécanismes de production tels que le recours aux grignons d'olive comme combustible alternatif ou l'utilisation de 400 000 T/an de déchets de carrières comme matières premières. Ces pratiques permettent d'augmenter la rentabilité économique de l'entreprise en réduisant les coûts de production.

Ce sont autant de mesures qui, lorsqu'appliquées à l'échelle collective, peuvent permettre une réduction significative des émissions de Gaz à effet de serre (GES) et la réussite des Objectifs de développement durable.

1. D'après la Contribution Prévue Déterminée au Niveau National par le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable : <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Tunisia%20First/NDC%20Tunisie%20VF%205%20aout%20Valid.pdf>

L'Alliance pour la Promotion des Énergies Renouvelables est un réseau d'associations tunisiennes qui promeut les EnR en Tunisie par le biais d'actions de sensibilisation. Leur objectif est de développer l'utilisation des EnR par tous les acteurs économiques et de permettre, par la constitution d'un écosystème fort, des actions de plaidoyer sur les choix énergétiques, économiques et environnementaux.

L'Institut de Responsabilité Sociétale des Entreprises (IRSET) en Tunisie fondé en mai 2013, est une association apolitique à but non lucratif composée de membres provenant d'horizons divers mais partageant des convictions communes. Experts, praticiens et académiciens, tous reconnus dans leurs milieux respectifs comme des spécialistes de la Responsabilité Sociétale des Organisations, se réunissent dans ce Think-Act Tank avec la ferme volonté de participer activement à promouvoir et diffuser la culture RSE en Tunisie. L'IRSET est l'organisation hôte du Pacte Mondial en Tunisie qui œuvre pour la réussite de l'ODD 13.

DES CITOYENS ENGAGÉS



La lutte contre le changement climatique est un engagement qui concerne tant les organisations que les individus. Si ces derniers ne peuvent opérer les mêmes modifications que les acteurs économiques, c'est sur leur consommation de biens et services qu'ils peuvent agir, à leur échelle. Fondés sur un schéma qui épuise les ressources naturelles d'un côté et accumule massivement les déchets de l'autre, les modes de consommation actuels doivent être questionnés.

L'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) étudie la question du changement climatique et rend compte des besoins existants dans la relation entre l'homme et son environnement : le besoin d'une gestion durable des ressources et des écosystèmes, la nutrition et la santé en relation avec les changements sociaux et environnementaux, le recyclage et la gestion des déchets. Face à ces constats, Olivier Pringault, Représentant de l'IRD en Tunisie témoigne de l'engagement de l'Institut pour la sensibilisation au changement climatique. Un véritable besoin de prise de conscience croît, et il est nécessaire d'y répondre afin de limiter les dégâts environnementaux et climatiques.

La mobilisation commence par une sensibilisation et se poursuit avec l'action. La société civile propose une multitude de bonnes pratiques pour permettre à chacun de prendre part, à son échelle, à ce changement collectif en faveur du climat.

La start-up **Farm Trust** est un market place proposant des produits frais et d'épicerie provenant de fermes tunisiennes biologiques. L'objectif de cette plateforme en ligne est de promouvoir l'économie circulaire et la consommation de produits éco-responsables.

Kandeel accompagne et réalise des projets de développement local qui font sens, à petite comme à grande échelle. Ils apportent une assistance à tous les porteurs de projets qui veulent changer une situation par l'apport d'idées nouvelles et durables. Un projet qui fait sens est aussi un projet sensé, et Kandeel accompagne chaque porteur de projet dans l'évaluation de la faisabilité de son idée.

Le Réseau Alternatif des Jeunes -Tunisie (RAJ-T) est un groupe de jeunes citoyens tunisiens fédérés autour de la cause altermondialiste. Son objectif est de donner aux jeunes le pouvoir d'initier le changement, de redonner le goût et la possibilité concrète aux jeunes d'exercer leur citoyenneté de façon active et dynamique. RAJ-T a pour but l'accompagnement social et éducatif des jeunes et vise à favoriser leur développement personnel ainsi que leur intégration dans la société en tant que citoyens actifs, réflexifs, responsables et solidaires.

Tunisie Coop est une coopérative de consommation qui regroupe des consommateurs qui ont des besoins communs et qui, en vue de les satisfaire, s'associent pour exploiter une entreprise conformément aux règles d'action coopérative. La mission que poursuit Tunisie Coop est de favoriser les circuits courts de commercialisation des produits agricoles contribuant ainsi au développement d'une production durable et d'une consommation responsable.

Zero Waste Tunisia est une association créée en mai 2014 et qui vise à promouvoir des pratiques durables et fournir un appui pour créer des communautés zéro déchet, zéro gaspillage. Les principaux objectifs sont de sensibiliser au tri, implanter la stratégie 3R (Réutiliser, Recycler, Réduire), créer des emplois directs et indirects et promouvoir la réduction des déchets par le biais de campagnes de sensibilisation.

Permettre un rayonnement global des actions en faveur du climat

La Tunisie est riche de la diversité de ses territoires : des espaces littoraux, aux plaines en passant par des régions montagneuses, les paysages se suivent et ne se ressemblent pas. Cela est encore plus visible au sein des zones rurales, qui sont les premières affectées par les disparités géographiques et territoriales. Particulièrement touchées par le changement climatique, elles sont en proie à des bouleversements qu'il faut accompagner pour permettre à la fois aux populations et aux territoires de faire face à ces transitions.

L'ESS permet d'apporter de nouvelles réponses à l'instar de l'agroécologie. En effet, comme en atteste l'exemple de l'Oasis de Chenini, présenté par Mabrouk Jabri, Co-président & Membre de Terre & Humanisme Tunisie & AFCO & APES (Association pour la promotion de l'éducation scolaire), la réutilisation des déchets de palmiers de l'oasis fournit des engrais biologiques aux agriculteurs locaux. Ce type de pratique peut être essaimé à tous les es-

paces lorsque les bonnes méthodes sont utilisées, comme l'indique Andalib Al Halabi, fondatrice de Green Pyramids, un projet qui consiste à transformer les toits d'immeubles en terrains agricoles sous la forme de pyramides semi-hydroponiques. Cela permet de limiter l'import de nourriture et de professionnaliser des jeunes dans les régions rurales.

Mais l'adaptation des pratiques en fonction des espaces ne se limite pas à la dimension agricole. L'exploitation touristique des régions doit se faire dans le respect de leurs spécificités et de leurs caractéristiques, notamment par le biais de l'écotourisme. Le Tunisian Ecotourism Network vise à faire du tourisme un outil viable pour la conservation, la protection de la diversité bio-culturelle et le développement durable des collectivités. Ce projet conjugue développement économique et réduction de l'empreinte carbone des pratiques touristiques.

L'Association de Sauvegarde de l'Oasis de Chenini est une association tunisienne créée en 1995 qui réalise des actions de réhabilitation de l'Oasis et soutient la population locale. Elle a pour but de renforcer le tissu associatif régional en œuvrant pour la sauvegarde de l'oasis. Elle tente de constituer un outil de la population locale pour la mobiliser, identifier et comprendre ses préoccupations et ambitions, et contribuer à les satisfaire en fonction des moyens disponibles.

Green Pyramids est un projet libanais qui consiste à transformer les toits d'immeubles en terrains agricoles sous la forme de pyramides semi-hydroponiques (culture hors sol). Cela permet de limiter l'import de nourriture, de profiter de produits sains et écoresponsables, et de professionnaliser des jeunes au chômage dans une région rurale disposant de peu de moyens, ou d'apporter un complément de revenus à des personnes en ayant besoin.

L'Institut de Prospective Economique du Monde Méditerranéen (IPEMED) est un think tank euroméditerranéen. Fervent défenseur de la construction de la région méditerranéenne dans son ensemble, l'IPEMED est convaincu du rôle déterminant de l'économie dans le domaine environnemental. Sa mission consiste à rapprocher, par l'économie, les pays des deux rives de la Méditerranée et ainsi œuvrer à la prise de conscience d'un avenir commun et d'une convergence d'intérêts.

Tunisia Ecotourism Network (TEN) est un organisme sans but lucratif fondé en 2012. Il a pour ambition d'être le protagoniste du développement de l'écotourisme en Tunisie en fournissant des lignes directrices, des normes, la formation, l'assistance technique et des ressources pédagogiques. TEN vise à faire du tourisme un outil viable pour la conservation, la protection de la diversité bio-culturelle et le développement durable des collectivités.

Pour une mobilité durable et inclusive

Passer du discours à l'action pour les questions climatiques, c'est aussi reconnaître aux populations leur droit à une mobilité responsable. Cela vaut sur tout le territoire tunisien et majoritairement sur le Grand Tunis, régulièrement engorgé par le trafic.

Pour Virginie Buvry, Représentante pays d'Alstom en Tunisie, la question de la mobilité va de pair avec plusieurs enjeux à savoir : la durabilité, la pluralité des offres, et l'impact environnemental. Ce sont autant de points qu'il faut analyser et prendre en compte lors de la mise en place de nouveaux réseaux de transports. En cela, le Réseau Ferroviaire Rapide (RFR) propose une offre de transports collectifs performants dont l'objectif est de réduire la pollution et de réduire les risques d'accidents.

Pour autant, les transports collectifs ne constituent pas la seule alternative existante. Stephanie Pouessel, Co-fondatrice de Velorution propose ainsi d'intensifier et de populariser le recours au vélo pour le développement d'une mobilité responsable et facilitée. L'objectif de cette action est de sensibiliser les municipalités et les citoyens à d'autres moyens de transport et de permettre le développement d'installations sécuritaires et durables pouvant pérenniser ces pratiques.

Ainsi, les différents secteurs ont tout intérêt à collaborer, tant pour permettre le désenclavement d'une région que pour permettre son rayonnement économique, culturel et social.

L'ASSOCIATION DE DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE DE Sfax

L'Association de Développement Solidaire de Sfax est une association de développement et d'environnement qui a pour but d'élever la qualité de vie des citoyens et de renforcer la place de la ville de Sfax aux niveaux régional, national et international grâce à la rencontre d'acteurs issus de tous secteurs. L'objectif global de l'association est la consolidation de la solidarité entre les différents acteurs de la ville, les territoires, et les générations.

LEMON TOUR

En Tunisie, les moyens de transports se limitent presque uniquement à la voiture. La richesse du patrimoine est peu mise en valeur, et le tourisme s'est longtemps concentré sur une offre balnéaire. **Le Lemon Tour** est un acteur du changement : il remet le vélo sur les routes tunisiennes et offre une découverte du pays sous ses multiples facettes, pour ses habitants et ses visiteurs. Il souhaite ainsi transformer les manières de se déplacer et de visiter en Tunisie. Il souhaite contribuer à l'amélioration de la qualité de vie dans les villes.

VELORUTION TUNISIE

Velorution Tunisie est un mouvement international de promotion du vélo comme mode de transport alternatif moderne, citoyen, et écologique. Née en 2017, elle compte plus de 400 adhérents et a pour objectif de donner au vélo sa place comme mode de transport dans la ville en sensibilisant les citoyens et les pouvoirs publics à son utilisation quotidienne. Ces actions de plaidoyer doivent permettre, à terme, la création de pistes cyclables et de fait, l'augmentation du nombre de cyclistes en Tunisie.

III. VALORISER LE PATRIMOINE COMME VECTEUR DE DÉVELOPPEMENT ET D'INCLUSION

Economie créative: allier culture, patrimoine et développement économique

ILS ÉTAIENT AU FORUM

« **Al Badil – L'alternative culturelle** » est une association non gouvernementale œuvrant pour la promotion et la démocratisation de l'art et de la culture en Tunisie. Elle est née d'une volonté de proposer au public et aux artistes tunisiens d'autres propositions culturelles et artistiques. Leurs activités se répartissent principalement autour de 4 axes : la création artistique, le management d'artistes, la création d'événements culturels et la formation des jeunes.

Créée en 2014, **Arije el Médina** est un projet d'investissement dans la médina de Sfax qui a pour objectif de sauver ce patrimoine inestimable d'une disparition imminente et certaine. Ce projet citoyen a pour mission d'acquérir des biens dans la médina, les restaurer puis les louer à des exploitants afin de les animer avec des projets économiques-culturels.

Edifices & Mémoires est un organisme médiateur entre la recherche scientifique et l'action citoyenne. Il cherche à offrir à tous un accès à des relevés, des cartographies, des informations sur des lieux faisant partie de la mémoire d'hier et d'aujourd'hui, mais aussi mettre en place de nouvelles technologies pour faciliter l'accès et s'approprier « autrement » un patrimoine tunisien varié qui ne cesse de se régénérer.

La **Délégation de l'Union Européenne** propose le financement du projet Patrimoine, qui s'inscrit dans le cadre du programme Tounes Wijhetouna (« Tunisie : notre destination ») d'appui à la diversification du tourisme en Tunisie. Il vise la valorisation du patrimoine culturel en tant que levier économique important. Le projet se divise en deux composantes principales : l'appui à la préservation et la valorisation des patrimoines bâtis tunisiens et l'appui à la modernisation du Musée de Carthage et à la valorisation de son environnement.

Lorsqu'il s'agit de culture et de patrimoine, se pose la question de leur place au dans la vie économique du pays. On peut ainsi parler d'économie créative.

L'une des principales réponses est le rôle de l'Etat. Actuellement détenteur des gages et des leviers d'action sur les questions culturelles et patrimoniales, l'Etat n'est pourtant pas le seul acteur économique à pouvoir promouvoir l'économie créative en Tunisie. Au vu du désengagement étatique actuel et des processus administratifs laborieux, c'est aussi le secteur privé qu'il faut mobiliser autour de l'économie créative pour lui donner le rayonnement qu'elle pourrait atteindre. L'Etat deviendrait alors un facilitateur et non plus un opérateur sur lequel on se repose de manière exclusive.

Ce partage de compétence entre les secteurs publics au privés ne se fait pas sans un dialogue et une étude de la situation et des grandes tendances qui composent l'économie créative. C'est la proposition de la Fondation Rambourg, qui œuvre à la promotion de l'économie créative en faisant dans un premier temps un état des lieux, puis en favorisant la rencontre des acteurs de ce phénomène. Ces analyses sont aussi nécessaires pour informer la sphère privée et rassurer les potentiels investisseurs qui souhaiteraient développer cette croissance, comme l'explique Shiran Ben Abderrazak, CEO de la Fondation Rambourg.

Aussi, le soutien à l'économie créative ne va pas sans la va-

lorisation du patrimoine et de la culture du pays. La Tunisie regorge de trésors cachés ou inexploités, et il est crucial de les valoriser tant pour la mise en relief de l'histoire que pour leur participation au développement économique du pays. Pour mobiliser les différents secteurs autour de cette question, il est primordial de développer des réseaux régionaux multi-acteurs.

C'est notamment par le biais de ces collaborations que 3DWave parvient à reconstituer des œuvres au sein du Musée Bardo en partenariat avec l'Agence de mise en valeur du patrimoine et de promotion culturelle et l'Institut National du Patrimoine, deux structures publiques. Par cette collaboration il devient possible de redonner aux régions et aux territoires riches en patrimoine leur vraie valeur par la promotion de ces richesses culturelles.

L'objectif est donc de raviver le patrimoine historique et culturel tunisien et de l'intégrer aux axes de développement économique. C'est l'engagement de l'association We Love Sousse, qui réunit au sein de la médina de Sousse les habitants de la ville et leur propose des activités culturelles. Cette démarche a permis l'émergence de commerces, de centres artistiques et la rénovation d'espaces. C'est aussi le postulat de Arije el Médina, un projet d'investissement citoyen pour la valorisation du patrimoine de la médina de Sfax. Sa mission est d'investir pour acquérir des biens, les restaurer en respectant l'architecture de la ville et les animer en proposant le portage

de ces établissements par des entrepreneurs sélectionnés. Mettre la culture et le patrimoine au cœur du développement économique tunisien est donc affaire de collaboration. Pour ce faire il faut pouvoir mobiliser toutes les instances et tous les publics, notamment la jeunesse,

qui aura pour mission de perpétuer ces enseignements. Il faut ainsi favoriser la capacité des jeunes à entreprendre sur le patrimoine, proposer des initiatives collectives comme l'explique Bouthaina Gharbi, Chargée de programme de Museum Lab.

LA CULTURE AU SERVICE DE L'INCLUSION

La culture peut être un levier de développement économique, mais elle peut aussi être un levier d'inclusion sociale. Mettre en avant et favoriser le développement de projets culturels, c'est permettre le rayonnement de régions au patrimoine parfois oublié, donner accès à des disciplines artistiques dans des espaces enclavés et favoriser le développement de compétences pour des personnes éloignées des formations et du système éducatif. C'est notamment la mission de l'association Al Badil, qui propose des performances artistiques dans toutes les régions de Tunisie et permet ainsi la découverte de nouvelles disciplines et l'engagement de nombreux jeunes dans la culture.

Ainsi, la pièce de théâtre « Maabouka », fait la promotion des droits humains et notamment de l'égalité entre hommes et femmes en permettant une prise de conscience en faveur de la défense des droits économiques et sociaux. C'est aussi par la représentation artistique de problématiques de société – l'héritage et le droit à la terre dans la pièce – qu'une prise de conscience et les changements peuvent s'opérer.

>> **RETROUVEZ LE COMPTE-RENDU COMPLET ICI** <<



Enda Inter-Arabe, œuvre, au travers de ses programmes de conscientisation et de facilitation culturelle, à favoriser l'accès à la culture. Avec des cercles-débat, des formations, des clubs culturels et artistiques, Enda propose un trait d'union entre culture et droits comment en témoigne la pièce de théâtre Maabrouka représentée pendant le Forum. Cette pièce, mise en œuvre dans le cadre du programme «Jeune leaders en action» s'inscrit dans les efforts de Enda de promouvoir un développement inclusif.

Le **Tunis International Center for Digital Cultural Economy** est un lieu pour explorer les opportunités offertes par les nouvelles Technologies dans le secteur de l'Art et de la Culture. Il a pour ambition de faire du secteur culturel un pilier de l'économie créative. TicDCE est notamment un Incubateur de projets innovants par des Jeunes Entrepreneurs agissant dans le domaine de l'Art et la culture via les nouvelles technologies.

Museum Lab est une association tunisienne à caractère scientifique dont l'objectif est le développement de la médiation culturelle par des outils numériques innovants. Réunissant un groupe multidisciplinaire d'universitaires, d'artistes et de designers, Museum Lab crée des prototypes de médiation dans le milieu de la culture par le design interactif.

We Love Sousse est une organisation visant à améliorer le cadre de vie dans la ville de Sousse à travers des activités culturelles, citoyennes, artistiques, environnementales, liées à la santé, d'échange internationaux et de coopération avec les autres institutions, associations et autres organisations partageant cet objectif.

IV. QUELLE COALITION POUR L'ÉGALITÉ ÉCONOMIQUE DES GENRES EN TUNISIE ?

Ahmini est une plateforme qui permet de décentraliser l'affiliation des femmes rurales au système de couverture sociale adéquat tout en facilitant le paiement et la cotisation en les fragmentant et les rapprochant. Avec la solution Ahmini, les ouvrières et les artisanes peuvent adhérer et cotiser à distance à travers le téléphone portable et d'une façon très simplifiée.

Khalta est cabinet fondée par deux amies ayant décidé de réinventer le béton en sublimant la matière brute. Dynamisme, ondes positives, créativité malaxés à quatre mains et donnant naissance à des objets artisanaux. Leur atelier à la Marsa regorge de pièces uniques de mobilier contemporain, objets et accessoires, d'une originalité inédite. Par leur activité elles démontrent la participation féminine à l'artisanat et mettent en avant le besoin d'intégration des femmes dans l'entrepreneuriat créatif.

The Next Women Tunisie est une plateforme professionnelle pour l'entrepreneuriat féminin, basée sur un modèle de membership avec une présence également aux Pays Bas, France et au Royaume-Uni.

Le Tunisian Center for Social Entrepreneurship a pour objectif de démocratiser l'accès à l'information et aux opportunités pour les jeunes et les entrepreneurs sociaux à travers l'organisation de sessions d'information et de réseautage, le partage d'information sur les plateformes web et les réseaux sociaux, ainsi que l'organisation d'échanges entre les entrepreneurs tunisiens et étrangers. Le TCSE promeut notamment l'entrepreneuriat social féminin avec son projet FLAG.

Yummy est une start-up / plateforme libyenne en ligne qui connecte les femmes cuisinières à domicile de l'économie informelle à leurs consommateurs.

L'ESS pour toutes les femmes

L'une des grandes transitions observées en Tunisie est celle de l'égalité des genres, notamment d'un point de vue économique. Pour essayer de comprendre ces enjeux, il faut dans un premier temps comprendre quels sont les schémas d'exclusion des femmes de l'activité économique et comment les dépasser.

Ces phénomènes sont d'autant plus présents dans les zones rurales où les femmes sont éloignées de la formation et d'un emploi durable. Pour autant, elles représentent la large majorité de l'activité économique à échelle locale car elles constituent 70%, de la force de travail dans ces régions selon Lamia Gham Rhaibi, Chef de service chargée de l'unité des femmes agricultrices, Union Tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche (UTAP). Elle explique que le problème principal est le manque d'accès à l'information et aux financements pour permettre le développement de leurs propres

structures. Il faut donc créer un contact direct avec ces femmes pour leur accès à l'information. C'est notamment le rôle de Ahmini, qui leur propose une protection sociale et a commencé par aller à leur rencontre.

De ces rencontres ressort un véritable besoin de réglementations favorables à l'intégration des femmes à l'activité économique, qu'il s'agisse de formations, d'accès à des financements mais aussi et surtout d'accès à leurs droits (héritage, protection sociale, autonomie financière). Le problème majoritaire étant le caractère informel du travail des femmes en milieu rural, il faut parvenir à l'encadrer et le protéger pour en permettre la reconnaissance. La systématisation d'un cadre d'accompagnement est étroitement liée à l'autonomisation, l'épanouissement personnel, et la reconnaissance sociale et économique dont sont encore privées de trop nombreuses femmes.

...et leur permettre de développer des projets inspirants

En effet, reconnaître le statut des femmes qui participent à l'activité économique en Tunisie, c'est aussi leur permettre d'entreprendre et de développer des projets inspirants. Or, pour développer une structure, il faut des financements, et comme le souligne Caroline Brummelhuis, directrice de the Next Women Tunisie, 80% des fonds sont attribués à des hommes par des hommes. Ainsi, la formation financière, autant pour les bailleurs que pour les porteurs de projets doit être proposée à un public plus paritaire. En réponse à ces phénomènes, le Ministère de la Femme, de la

Famille et de l'Enfance propose le programme RAIDA, dédié à l'entrepreneuriat féminin et porté sur le financement, la formation des femmes et les outils nécessaires à la création d'un projet.

Cette proposition témoigne d'un engagement pour l'inclusion des femmes dans l'entrepreneuriat et plus largement de la valorisation de leur rôle dans la vie économique en Tunisie. Si la force du dialogue multi-acteur est largement admise, c'est aussi par l'action concrète qu'il faut promouvoir quotidiennement la réussite du Zéro Exclusion en Tunisie.

REMERCIEMENTS

PARTENAIRES ASSOCIÉS



PARTENAIRES TECHNIQUES



PARTENAIRES PRO-BONO



PARTENAIRES MEDIA



PARTENAIRES CO-ORGANISATEURS



GROUPE DE TRAVAIL

ACTED, Agence Française de Développement, Alstom, Centre des Jeunes Dirigeants d'entreprise, Délégation de l'Union Européenne, Enactus Tunisie, Fondation de France, Fondation FACE, GEF Small Grants Program, Institut National Agronomique de Tunisie, Lab'ESS, PNUD, Pôle Civil pour le Développement, UBCI, We Love Sousse

VOLONTAIRES

Merci aux volontaires du réseau We Love Sousse, à Sabine Maatar et à Anis Boufrikha, Président, pour leur soutien!

EQUIPE CONVERGENCES

Paul Constantin, Garance Diacono, Baptiste Fassin, Clara James, Gabrielle Lecornu, Thibault Larose, Fanny Roussey, Carine Valette, Manon Vigier



ACTED



[GROUPE SOS]

we  sousse



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



100
1945-2017
JUSTICE SOCIALE
TRAVAIL DÉCENT

ALSTOM

**FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG**

ecoact

HAVAS
WORLDWIDE
TUNISIA

 **Tunis Tribune**